



Les contaminations explosent et rien n'est fait pour éviter la désorganisation de l'Éducation nationale

Alors que les écoles étaient largement désorganisées du fait de la vague de variant delta et d'un protocole ingérable pour les personnels, l'arrivée du variant omicron, extrêmement contagieux, fait peser le risque d'un mois de janvier particulièrement chaotique dans les écoles et établissements scolaires.

Pourtant, l'Éducation nationale a été absente des annonces du premier ministre le 27 décembre.

Pire, ce dernier a contredit dans la journée les annonces du ministre Blanquer sur la nécessité de plusieurs tests pour revenir en cours lorsqu'un cas positif est déclaré dans une classe de primaire.

Cette annonce était d'ailleurs parfaitement inacceptable puisqu'elle rendait encore plus difficile, pour les équipes pédagogiques, la gestion du protocole, que ce soit le suivi des tests des élèves comme la gestion pédagogique des classes. Surtout, derrière les effets d'annonce sur le maintien de l'ouverture des classes, se cache la réalité des faits : une inégalité pour les élèves isolés ou pour les familles ayant des difficultés à faire tester leurs enfants et l'impossibilité, pour les enseignant-es, de gérer les cours en classe tout en assurant une continuité pédagogique pour les élèves absent-es.

Or, avec l'extrême contagiosité du nouveau variant, les absences de personnels et d'élèves, positifs ou cas contacts, vont se multiplier au risque de désorganiser totalement écoles et établissements.

Il est donc urgent de renforcer les mesures sanitaires pour éviter au maximum les contaminations.

Cela passe en premier lieu par la distribution gratuite pour l'ensemble des élèves et des personnels de masques chirurgicaux - et FFP2 pour celles et ceux qui le souhaitent -, une véritable campagne de tests organisée par le ministère, notamment la prise en charge des tests des élèves d'une classe avec un cas positif et le retour à la possibilité de télétravail pour les personnels administratifs qui le peuvent et le souhaitent.

La CGT Éduc'action portera également auprès du ministère, la nécessité de clarifier la gestion des cas contacts et les possibilités d'ASA pour les personnels à risque de formes graves.

Quant à la pédagogie, il est parfaitement cynique de faire croire aux parents qu'une classe ouverte avec, par exemple, un tiers d'élèves absent-es permet un enseignement de qualité. Il est en effet impossible et inacceptable pour les enseignant-es d'assurer la continuité pédagogique et leurs cours en parallèle. Pédagogiquement comme sanitaire, une fermeture de classe est souvent plus pertinente pour les élèves et les personnels et c'est le rôle d'un ministre de l'Éducation nationale de le reconnaître.

Pour la CGT Éduc'action, l'attentisme du gouvernement est inacceptable et va encore aggraver les conditions d'étude des élèves et de travail des personnels. Elle continue d'exiger des recrutements immédiats, massifs et pérennes de personnels, afin de diminuer d'urgence le nombre d'élèves par classe et assurer les remplacements des personnels absents.

La CGT Éduc'action exige que les personnels puissent se réunir les premiers jours de la reprise, afin de discuter des conditions de rentrée et se préparer à la gestion sanitaire du mois de janvier. Elle a déposé un préavis de grève en ce sens et soutiendra les actions et mobilisations qu'elles et ils auront choisi afin d'obtenir du ministère et des hiérarchies locales, les moyens de faire leur travail dans les meilleures conditions possibles.

Montreuil, le 30 décembre 2021